



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Freres-ennemis-ou-faux-problemes>

Frères ennemis ou faux problèmes

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 754 - mars 1978 -

Date de mise en ligne : jeudi 28 août 2008

Date de parution : mars 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ni les Socialistes, ni les Communistes, pas même les Écologistes ne proposent de mettre fin à l'Économie de marché...

DEPUIS la scission du Congrès de Tours, Communistes et Socialistes ont, à plusieurs reprises, tenté de se coaliser pour prendre le pouvoir ; mais leur entente n'a vraiment été fructueuse que lorsqu'il s'est agi de barrer la route à un dictateur, à un régime se déclarant activement anticommuniste. Dans ce dernier cas les marxistes étaient toujours prêts à faire les plus grandes concessions pour s'attirer la sympathie de la plus grande frange électorale dite de gauche.

Mais cette entente n'a jamais pu être durable, le danger était, car les mêmes raisons qui ont provoqué la scission de Tours demeurent toujours.

Entre le P.C et le P.S., et à plus forte raison le M.R.G., il y a non seulement tout un système économique fondamentalement différent mais aussi un mode tout à fait différent de Gouvernement.

Alors que le P.C., quoiqu'il s'en défende, est pour la dictature du prolétariat (par chef interposé évidemment et parti unique), le P.S. et le M.R.G. sont pour une démocratie parlementaire. Et, alors que le P.C. ne conçoit la société future que collectiviste, étatique, centralisée, rigoureusement planifiée, le P.S et le M.R.G. restent attachés à l'économie de marché.

François Mitterand ne s'en défend d'ailleurs pas, qui le 22 septembre, place du Colonel Fabien, a déclaré à Georges Marchais : « ...Nous partons de postulats différents. Votre conception des nationalisations s'intègre dans une conception de la société future qui n'est pas la nôtre », et le 30 septembre, à la télévision, à l'intention de Jacques Chirac « ... Je ne suis pas marxiste ».

Pour les communistes, les nationalisations du programme commun doivent être un engagement non réversible et même promotionnel vers un étatisme intégral, alors que pour les socialistes, elles ne sont qu'une façon d'acquiescer, dans des secteurs bien limités, la maîtrise du développement, et de réduire le chômage, en maintenant en activité des entreprises qui périclitent.

La cassure était donc inévitable au moment de conclure, et on peut prédire qu'il n'y aura pas de soudure, l'enjeu étant de taille.

Le temps n'est déjà plus aux révoltes pour le pain. La sécurité matérielle ne hante plus, avec autant d'acuité qu'autrefois, les esprits ; on est tenté de croire qu'elle est désormais acquise ou en bonne voie de l'être.

Les sociétés bâties sur un schéma mathématique ne passionnent que de moins en moins les progressistes.

Avec les Écologistes on pense un peu plus à l'humain.

Ce besoin d'utopie (demain on rasera gratis) qui sommeille dans le cœur de tout homme, s'il accouche épisodiquement encore de verbalisme violent ou même d'incompréhensible terrorisme, ce n'est jamais que par l'action d'une infime minorité.

L'audience importante que rencontre le mouvement écologiste prouve que la majorité des hommes attache plus d'intérêt à la qualité de la vie, à la protection de la nature, à la liberté, au respect de l'individu et son indépendance, qu'au confort et à l'aisance assurés par une mécanisation outrancière de la société.

Le courant régionaliste et décentralisateur qui s'amplifie de plus en plus milite contre l'étatisme rigoureux des rêveurs d'une société dirigiste, nationalement planifiée, dépersonnalisée.

L'enjeu de la course qui s'engage entre le P.C. et le P.S. n'est donc plus la victoire du programme commun. mais la suprématie d'un parti sur l'autre.

Pour arriver à leurs fins les responsables de chacun des camps délésteront leur programme de la plus grande partie de leurs utopies au bénéfice d'un réformisme crédible par le plus grand nombre même s'il s'engage dans des voies malthusiennes.

Les abondancistes doivent se garder de tomber dans le même traquenard. Notre objectif primordial à ne pas perdre de vue, c'est la distribution de l'abondance de telle sorte qu'elle ne soit plus une calamité

mais un bienfait pour tous. Notre premier pas. une monnaie naissant avec la production et s'amortissant à la consommation.

Ce premier pas assuré, toutes les généralisations sont dès lors permises, et, ce qui semblait utopique et forcément contraignant, apparaît d'une limpide facilité.